

Unité interdépartementale Anjou Maine  
Pôle Carrières et Matériaux  
Rue du Cul d'Anon  
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy  
CS80145  
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 23 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **DRAGAGE DU VAL DE LOIRE**

L'Ogerie - Bellangeraie  
49440 LOIRE

Références : 2022-116\_INSP\_RAP\_SB\_DRAGAGE DU VAL DE LOIRE - Loiré

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2022 dans l'établissement DRAGAGE DU VAL DE LOIRE implanté L'Ogerie - Bellangeraie 49440 LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la première inspection de l'établissement depuis son autorisation d'exploiter accordée par arrêté préfectoral du 08 avril 2014.

Dans l'attente du traitement d'un recours puis de l'appel relatif à la décision de rejet de ce dernier, le démarrage effectif de l'activité de cette carrière de sable a été décalé dans le temps.

Suite aux travaux préliminaires, l'exploitation effective du site a débuté en mars 2021.

L'exploitant a transmis un rapport à connaissance au préfet début 2020 concernant certaines modifications d'aménagements intervenues principalement sur le site de commercialisation (et silos sur le site d'extraction). Ce rapport à connaissance sera traité dans un rapport distinct.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DRAGAGE DU VAL DE LOIRE
- L'Ogerie - Bellangeraie 49440 LOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006305136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Il s'agit d'une sablière (sables du pliocène) d'une emprise totale d'environ 69 ha (dont 34 ha d'extraction) qui est exploitée principalement en eau (drague électrique). L'autorisation porte sur une durée de 30 ans et une production maximale de 400 000 t/an.

L'établissement est constitué de 2 secteurs distincts, le secteur d'extraction et le secteur de commercialisation où est implanté le siège de l'entreprise. A terme, ces 2 secteurs seront reliés par des convoyeurs à bandes pour le transport des matériaux et remblais entre les secteurs (un seul était présent lors de l'inspection).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- aménagements préliminaires et volet relatif à l'eau ;
- action nationale 2022 relative à la gestion des déchets d'extraction et biodiversité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les modifications porter à la connaissance du préfet ont été constatées, les aménagements préliminaires ont été faits et les suivis prescrits sont globalement réalisés.

Le site est nouveau et propre et les installations sont neuves (sauf barge d'extraction), l'extraction et le traitement du sable ont débuté mais pas encore le remblayage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bornage	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.2	/	Sans objet
Équipements de transfert	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.6	/	Sans objet
Isolement des activités agricoles	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.1	/	Sans objet
Epaisseur et profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.4.2.2	/	Sans objet
Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.3	/	Sans objet
Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.3	/	Sans objet
Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.4	/	Sans objet
Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.2	/	Sans objet
AN2022-DDIE	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
AN2022-DDIE	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
AN2022-DDIE	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
Gestion des eaux utilisées	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.7	/	Sans objet
Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.2.1	/	Sans objet
AN2022-Biodiv	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.2.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.3.1	/	Sans objet
Organisation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.4.2.1	/	Sans objet
Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.1	/	Sans objet
Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.5.2	/	Sans objet
Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.1	/	Sans objet
Volet air	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.3.3	/	Sans objet
Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques écarts limités sont signalés et nécessitent des actions et/ou précisions de l'exploitant. La configuration des bassins de décantation diffère de celle initialement prévue et des floculants sont utilisés alors que leur usage n'était pas prévu. Le convoyeur destiné au transport des remblais vers le secteur d'extraction n'était pas encore en place.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Périmètre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ainsi que le périmètre d'extraction. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>Un plan de bornage est établi. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation afin de pouvoir être présenté lors de tout contrôle de l'administration. Un exemplaire de ce plan est transmis avec la transmission de l'information du préfet prévue à l'article 2.1.11 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a placé des bornes pour déterminer le périmètre de l'autorisation, il manque toutefois quelques bornes pour identifier l'emprise du cheminement des convoyeurs au sein de la parcelle YM n°2 qui appartient à l'exploitant.</p> <p>Un plan de bornage a été établi. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation et un exemplaire de ce plan a été transmis au préfet.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit compléter le bornage et actualiser le plan de bornage en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Équipements de transfert

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Convoyeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Deux convoyeurs à bandes sont installés en parallèle entre le site d'extraction et le site de commercialisation conformément à la demande d'autorisation d'exploiter complétée.</p> <p>La réalisation des passages des convoyeurs sous les voies publiques et au-dessus de l'Argos est effectuée conformément à la demande d'autorisation d'exploiter et dans des conditions définies en lien avec les autorités compétentes et de telle sorte que cette liaison ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Les convoyeurs sont capotés sur le tracé hors tunnel et leur implantation ne doit pas perturber l'écoulement des eaux de l'Argos, même en période de crue. En particulier, à la traversée de l'Argos, les convoyeurs sont installés au-dessus de la cote de l'arc du pont de la route et les poteaux d'ancrage au sol se situent en dehors du lit mineur.</p>
<b>Constats :</b> Seul le convoyeur à bandes de transfert des matériaux produits vers le site de commercialisation a été mis en place.
L'exploitant a précisé que la mise en place du second convoyeur (apports des remblais de la commercialisation vers le site d'extraction) interviendra ultérieurement avant le début du remblayage.
La réalisation du passage du convoyeur sous les voies publiques et au-dessus de l'Argos est effectuée conformément à la demande d'autorisation d'exploiter et dans des conditions définies en lien avec les autorités compétentes.
Le convoyeur est capoté sur le tracé hors tunnel et son implantation ne perturbe pas l'écoulement des eaux de l'Argos.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a pris note que le second convoyeur sera implanté avant le début du remblayage de l'excavation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voie d'accès privée
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'accès à l'installation se fait par la RD 73 dans l'angle Nord-Est du site de commercialisation. Cet accès est réalisé pour éviter toute manœuvre des camions sur la RD 73.</p> <p>Un accès au site d'extraction est également créé dans l'angle Nord-Ouest de ce site. L'exploitant agricole des terrains pourra accéder aux terrains non encore excavés ou déjà remis en état dans des conditions de sécurité définies par l'exploitant.</p> <p>Les aménagements routiers et la signalisation concernant l'accès à la carrière (l'entrée et la sortie de camions) sont réalisés dans les conditions définies en lien avec les autorités compétentes et de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Un panneau « Stop » est présent au débouché sur la RD 73. Les portails d'entrée sur les sites depuis la voie publique sont placés en retrait d'au moins une vingtaine de mètres par rapport à la chaussée pour éviter toute gêne à la circulation en cas de stationnement d'un véhicule avant d'ouvrir ou de fermer le portail.</p> <p>Les aménagements spécifiques éventuellement nécessaires concernant les voiries empruntées par les transports sont réalisés en accord avec les gestionnaires de ces voies, notamment le renforcement de la portion de la RD 73 empruntée. Une route de liaison est créée entre la RD 73 et la RD 923, sur les parcelles n° 24 et 45 (section YX du plan cadastral de Loiré) afin de contourner le bourg de Loiré conformément aux éléments exposés dans la demande en terme d'emplacement et dans des conditions définies en lien avec les autorités compétentes et de telle sorte que cette liaison ne crée pas de risque pour la sécurité publique, en particulier au niveau des liaisons avec d'autres voies.</p>

<p><b>Constats :</b> L'accès à l'installation se fait par la RD 73 dans l'angle Nord-Est du site de commercialisation. Cet accès est réalisé pour éviter toute manœuvre des camions sur la RD 73.</p> <p>Un accès au site d'extraction est également créé dans l'angle Nord-Ouest du site d'extraction.</p> <p>Les aménagements routiers et la signalisation concernant l'accès à la carrière (l'entrée et la sortie de camions) ont été réalisés. Un panneau « Stop » est présent au débouché sur la RD 73. Les portails d'entrée sur les sites depuis la voie publique sont placés en retrait d'au moins une vingtaine de mètres par rapport à la chaussée.</p> <p>Des aménagements des voiries empruntées par les transports ont été réalisés en accord avec les gestionnaires de ces voies, notamment le renforcement de la portion de la RD 73 empruntée. La route de liaison à usage privé a été créée entre la RD 73 et la RD 923 comme prévu afin de contourner le bourg de Loiré.</p>
<b>Observations :</b> néant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Intégration paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Boisement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au niveau du site d'extraction, l'extrémité de l'angle Nord-Est de la parcelle n°32 (section YT) fait l'objet d'un boisement en espèces locales.</p>
<p><b>Constats :</b> Au niveau du site d'extraction, à l'extrémité de l'angle Nord-Est de la parcelle n°32 (section YT) la présence de quelques plantations a été constatée.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'il convenait d'entretenir les plantations et le cas échéant de les renforcer pour que ces dernières constituent à terme un véritable boisement en espèces locales.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AN2022-Biodiv

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Biodiversité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant respecte les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2013 susvisé autorisant à titre de dérogation, notamment, la destruction, l'altération, la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'une espèce animale protégée (la rainette arboricole) dans le cadre de l'exploitation. Il veille particulièrement, pendant l'exploitation, aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aménager 6 mares, d'une superficie comprise entre 150 et 300 m<sup>2</sup> avec des caractéristiques favorisant l'installation de la rainette arboricole au plus tôt et avant la 3<sup>ème</sup> année d'exploitation ;</li> <li>• maintenir la mare existante sur le site d'extraction tant que le phasage le permet ;</li> <li>• procéder à une fauche des berges des mares, une à deux fois par an, avec exportation des produits de fauche ;</li> <li>• détruire la mare existante en période de faible activité biologique pendant la phase terrestre de la rainette arboricole (septembre à janvier) ;</li> <li>• ne pas introduire d'espèces animales (notamment poissons) ou végétales ;</li> <li>• assurer des suivis écologiques selon un calendrier défini.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitation effective a débuté en mars 2021, à ce stade les dispositions prévues sont respectées puisqu'il n'y a pas de destruction, d'altération, de dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'une espèce animale protégée (la rainette arboricole) dans le cadre de l'exploitation. La mare existante sur le site</p>

d'extraction et ses abords n'ont pas fait l'objet de modifications. L'exploitant a indiqué avoir prévu pour septembre 2022 d'aménager 6 mares, d'une superficie comprise entre 150 et 300 m <sup>2</sup> avec des caractéristiques favorisant l'installation de la rainette arboricole ; L'exploitant assure un suivi écologique tous les ans (réalisé par le CPIE Loire Anjou), le rapport du CPIE de décembre 2021 (BL167) a été présenté lors de l'inspection.
<b>Observations :</b> néant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Isolement des activités agricoles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Préservation de l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation à l'exception de certains terrains du site d'extraction non encore excavés ou déjà remis en état ou une activité agricole peut être exercée.</p> <p>L'exploitant de la carrière délimite les terrains concernés en plaçant une clôture légère accompagnée d'une signalisation du danger à une distance d'au moins 50 m du bord supérieur de l'excavation et d'au moins 20 m des secteurs décapés. L'accès à ces terrains se fait dans les conditions définies à l'article 2.1.7. Les zones accessibles par l'exploitant agricole sont séparées, par une clôture, des zones faisant l'objet de travaux.</p> <p>Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, au niveau du périmètre clôturé.</p>
<p><b>Constats :</b> Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.</p> <p>L'activité agricole se poursuit sur une très grande partie de l'emprise du secteur d'extraction qui n'est pas encore impactée par l'exploitation.</p> <p>Les activités d'extraction en cours étaient à l'Ouest de la parcelle YT n°16. La haie présente en limite Est de cette parcelle était toujours là. L'activité agricole se poursuivait immédiatement à l'Est de cette haie puisque le champs était en blé.</p> <p>Les conditions d'accès à ces terrains se font avec l'accord du carrier. Elles mériteraient d'être formalisées entre le carrier et l'exploitant agricole.</p> <p>L'exploitant de la carrière n'a pas délimité les terrains concernés en plaçant une clôture légère accompagnée d'une signalisation du danger à une distance d'au moins 50 m du bord supérieur de l'excavation en cours ni d'au moins 20 m des secteurs décapés.</p> <p>Les zones accessibles par l'exploitant agricole ne sont pas séparées, par une clôture, des zones faisant l'objet de travaux, notons qu'il s'agit essentiellement d'une culture de céréale nécessitant peu d'accès et que la haie conservée empêche l'accès au secteur extrait.</p> <p>Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, au niveau du périmètre clôturé.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a précisé qu'après la moisson et avant que l'excavation du secteur à l'Est de la haie ne débute, les dispositions prévues (distances et clôture) seront mises en œuvre.</p> <p>L'inspection des installations classées a pris note de cet engagement auquel l'exploitant devra satisfaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose sur le site de commercialisation, d'une réserve d'eau d'au moins 120 m3 accessible, en toute circonstance aux véhicules de lutte contre l'incendie et conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Cette réserve est distante d'au plus 200 mètres au maximum des bâtiments et son implantation devra être soumise pour avis au service départemental d'incendie et de secours ;
<b>Constats :</b> L'établissement dispose sur le site de commercialisation, d'une réserve d'eau de 120 m3 (bâche à eau) accessible, en toute circonstance aux véhicules de lutte contre l'incendie (portail dédié aux pompiers).
<b>Observations :</b> Néant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Organisation de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Phasage et surface en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est réalisée en 6 phases de 5 ans conformément aux plans de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexés au présent arrêté. L'extraction débute dans la partie Ouest du site d'extraction de façon à créer un bassin de décantation (bassin Ouest) isolé de l'excavation principale. Une distance suffisante est maintenue entre le bord supérieur du front du bassin Ouest et celui de l'excavation principale afin d'en assurer la stabilité. Cette distance ne peut être inférieure à 20 m. Les horaires normaux d'activité sont inclus entre 7h00 à 18h00 du lundi au vendredi (hors jours fériés). L'extraction est réalisée principalement en eau avec une drague aspiratrice électrique. Seules les opérations de découverte et d'entame de l'excavation nécessaires à la mise en place de la drague sont conduites par des engins. Les matériaux extraits (pulpe : sable-argileux et eau) sont transportés de l'extraction jusqu'aux installations de traitement par refoulement hydraulique. La surface excavée en eau en relation avec la nappe n'excède jamais une superficie de 5 ha. Pour y satisfaire, l'avancement de l'exploitation et le tonnage extrait sont coordonnés au tonnage de matériaux de remblais remis en place et à la remise en état dans les conditions prévues au chapitre 2.5 du présent arrêté. Le cas échéant, l'extraction de matériaux est stoppée.
<b>Constats :</b> L'exploitation est réalisée conformément aux plans de phasage d'exploitation (avec un décalage dans le temps lié au retard pris en raison du traitement du contentieux initial). L'extraction a débuté dans la partie Ouest du site d'extraction de façon à créer un bassin de décantation (bassin Ouest) isolé de l'excavation principale. L'excavation principale n'a pas encore débuté. Les horaires normaux d'activité sont inclus entre 7h00 et 18h00 du lundi au vendredi (hors jours fériés). L'extraction est réalisée en eau avec une drague aspiratrice électrique. Seules les opérations de découverte et d'entame de l'excavation nécessaires à la mise en place de la drague sont conduites par des engins. Les matériaux extraits (pulpe : sable-argileux et eau) sont transportés de l'extraction jusqu'aux installations de traitement par refoulement hydraulique. La surface excavée en eau en relation avec la nappe n'excédait pas 5 ha (seul le bassin Ouest était en cours de création). A la date de l'inspection, aucun secteur à remblayer n'était en cours d'exploitation.
<b>Observations :</b> Néant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Epaisseur et profondeur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sondages et circulation des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'extraction est conduite de façon à toujours maintenir une épaisseur minimale de 3 m de matériaux (sablo-graveleux) afin de permettre une circulation des eaux autour du gisement extrait (au fond et sur les flancs). De plus :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'épaisseur maximale d'extraction ne dépasse pas 38 mètres par rapport au terrain naturel d'origine ;</li><li>• le fond de fouille ne descend pas sous la cote de 0 m NGF au point le plus bas.</li></ul> <p>L'exploitant réalise, à l'avancement, des sondages avant la fin de chaque phase intermédiaire d'exploitation (y compris au niveau de l'emprise du bassin Ouest). La profondeur de ces ouvrages est interrompue à la base du gisement de sable si celle-ci est rencontrée avant d'avoir atteint la cote maximale autorisée pour le fond de la fouille. A défaut, ces ouvrages descendent au moins à 3 m en dessous de cette cote autorisée afin de s'assurer que l'exploitation laisse bien une couche minimale de 3 m de matériaux permettant une circulation des eaux sous le gisement extrait.</p> <p>Il établit, à partir de ces données, une cartographie du gisement et de son exploitation.</p> <p>L'exploitant réalise une vérification de la profondeur exploitée avant remblaiement.</p> <p>La localisation et les résultats des sondages qui précisent la nature des matériaux rencontrés en fonction de la cote NGF sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose en permanence sur le site de moyens permettant de vérifier la profondeur effective d'extraction, en particulier dans l'eau.</p> <p>En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Une échelle métrique permettant de connaître en permanence le niveau d'eau (en mNGF) est présente dans le plan d'eau en cours d'excavation. Cette échelle est déplacée à l'avancement et vérifiée régulièrement par un géomètre.</li><li>• Au niveau des secteurs exploités, la cote (en mNGF) des terrains naturels avant excavation est connue de l'exploitant.</li></ul> <p>Les moyens de vérification de la profondeur sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et pourront être mis en œuvre à sa demande.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme déjà signalé, l'excavation se limitait à la création du bassin Ouest au moment de l'inspection.</p> <p>L'épaisseur maximale d'extraction ne dépassait pas 38 mètres par rapport au terrain naturel d'origine.</p> <p>Le fond de fouille ne descendait pas sous la cote de 0 m NGF au point le plus bas. Le fond de fouille dans le bassin Ouest était au plus bas à environ 20 mNGF sachant que les terrains naturels sont au plus à environ 48 mNGF au Sud du bassin.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé, à l'avancement, de sondage au niveau de l'emprise du bassin Ouest.</p> <p>L'exploitant dispose en permanence sur le site de moyens permettant de vérifier la profondeur effective d'extraction, en particulier dans l'eau. Une sonde est présente sur l'élingue de la drague et enregistre en continu la position du fond de fouille.</p> <p>Une échelle métrique permettant de connaître en permanence le niveau d'eau (en mNGF) est présente dans le plan d'eau en cours d'excavation. Il a été rappelé à l'exploitant que cette échelle peut être déplacée à l'avancement et doit être vérifiée régulièrement par un géomètre.</p> <p>Au niveau des secteurs exploités, la cote (en mNGF) des terrains naturels avant excavation est connue de l'exploitant. Il a été rappelé à l'exploitant que cette donnée doit être conservée à l'avancement de l'exploitation.</p> <p>Les moyens de vérification de la profondeur étaient tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur la drague aspiratrice.</p>
<p><b>Observations :</b> En l'absence de sondage, les éléments disponibles ne permettaient pas de s'assurer que l'exploitation (bassin Ouest) laisse bien une couche minimale de 3 m de matériaux permettant une circulation des eaux sous le gisement extrait. L'exploitant a indiqué avoir fait des relevés par une méthode ne nécessitant</p>

pas de 'sondage' par foration pour établir la cartographie du gisement et de son exploitation.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que les sondages prévus devaient être faits d'autant que des mesures relatives aux eaux y sont prévues.

Concernant le secteur du bassin Ouest, il est demandé à l'exploitant de justifier qu'une épaisseur minimale de 3 m de matériaux (sablo-graveleux) est conservée afin de permettre une circulation des eaux autour du gisement extrait (au fond et sur les flancs).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet relatif à l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ruissellements

**Prescription contrôlée :**

Les ruissellements liés à l'arrosage destiné à limiter les émissions de poussières dans l'emprise du projet sont autant que possible dirigés vers un bassin de décantation (au moins 750 m<sup>3</sup>) présent sur le site de commercialisation.

Les ruissellements sur la zone technique du site d'extraction seront dirigés vers le bassin Ouest lorsqu'il sera créé. Au besoin le réseau de dérivation des eaux de ruissellement, empêchant les ruissellements des terrains agricoles voisins d'atteindre les zones en cours d'exploitation (en eau ou découverte) est complété à l'avancement.

Un drain est mis en place le long de la limite Sud du site d'extraction jusqu'au fossé rejoignant l'Argos au Nord-Est de ce site.

**Constats :** Il n'y a pas de dispositif d'arrosage destiné à l'abattage de poussières sur le site de commercialisation. Les ruissellements dans l'emprise du site sont dirigés vers un deux bassins de décantation distincts. Un bassin de collecte et décantation des ruissellements à l'Est près du rotoluve, d'un volume de 361 m<sup>3</sup> selon l'exploitant. La surverse de ce bassin est dirigée vers le second bassin de collecte et décantation des ruissellements situé à l'Ouest et qui a un volume de 480 m<sup>3</sup>. Le volume cumulé de ces bassins est donc de 841 m<sup>3</sup>. Le bassin Ouest était à sec, de l'eau était présente dans le bassin Est qui dispose d'une géomembrane.

Au niveau du secteur d'extraction, l'excavation n'ayant pas encore totalement débuté sur le secteur agricole (sauf bassin Ouest) , il n'y a pas de réseau de dérivation des eaux de ruissellement, empêchant les ruissellements des terrains agricoles voisins d'atteindre les zones en cours d'exploitation (en eau ou découverte). La mise en œuvre de ces dispositions a été rappelée par l'inspection des installations classées à l'exploitant (au même titre que la clôture et les distances d'éloignement).

Pour les mêmes raisons, le drain n'est pas encore mis en place par l'exploitant, le long de la limite Sud du site d'extraction jusqu'au fossé rejoignant l'Argos au Nord-Est de ce site. L'exploitant a précisé que ce drain devrait être mis en place en septembre 2022.

**Observations :** Un porter à connaissance fait par l'exploitant, notamment concernant la modification de la collecte des eaux sur le site de commercialisation (2 bassins) est en cours d'instruction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> I - Le ravitaillement, l'entretien des engins de chantier sont réalisés, sur une aire étanche (d'au moins 40 m <sup>2</sup> ) entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être évacuées comme déchet ou traitées par un décanteur, séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. Le point de collecte et le séparateur doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Le dispositif de ravitaillement sera équipé de pompes à arrêt automatique. II – L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié (absorption oléophile) au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. IV - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention ... Un stockage de carburant d'une capacité n'excédant pas 3 m3, en cuve double paroi sur rétention, est présent sur le site de commercialisation.
<b>Constats :</b> I - Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé au sein du hangar présent sur le site de commercialisation dont le sol est constitué de dalles béton. Il n'est pas effectué sur une aire étanche (d'au moins 40 m <sup>2</sup> ) entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le dispositif de ravitaillement est équipé de pompes à arrêt automatique. II – L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié (absorption oléophile) au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. Des produits absorbants sont présents pour traiter les éventuelles écoulements lors du ravitaillement. Le sol était très propre. IV - Le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (huiles,...) est associé à une capacité de rétention dans le hangar. Le stockage de carburant est fait dans une cuve double enveloppe à détection de fuite d'une capacité de 2 m3. Cette cuve double paroi n'est toutefois pas sur rétention.
<b>Observations :</b> Une mise en conformité avec l'AP doit être faite par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux collectées au niveau du site de commercialisation seront rejetées par surverse vers le fossé communal attendant après avoir transité par le bassin de décantation présent sur ce site. L'émissaire de rejet permet de retenir les éventuelles traces d'hydrocarbures dans ce bassin.
<b>Constats :</b> Les eaux collectées au niveau du site de commercialisation sont rejetées par surverse vers le fossé communal attendant après avoir transité par le bassin de décantation Ouest présent sur ce site. Chacun des 2 bassins de décantation dispose d'un deshuileur en sortie. L'émissaire de rejet permet donc de retenir les éventuelles traces d'hydrocarbures.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les eaux susceptibles d'être polluées, en particulier les eaux d'extinction d'un incendie, doivent pouvoir être collectées et confinées sur le site (cf. l'article 2.3.3.3 de l'AP précise que les consignes de l'exploitant doivent notamment indiquer la nécessité de collecte et de confinement des eaux d'extinction d'incendie).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet canalisé
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel au niveau de la sortie du bassin de décantation du site de commercialisation. Les paramètres mesurés à une fréquence a minima semestrielle sont au minimum ceux listés à l'article 3.2.5.1 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel au niveau de la sortie du bassin de décantation du site de commercialisation. Les paramètres prévus sont mesurés à une fréquence a minima semestrielle. le prochain contrôle devait avoir lieu en juin 2022. Les résultats du premier contrôle (juin 2021) suite à la mise en service n'étaient pas satisfaisants en raison de résidus (fines) entraînés lors du premier lessivage selon l'exploitant. Les résultats de fin 2021 étaient conformes.
<b>Observations :</b> Néant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de l'Argos
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement au début de l'exploitation L'exploitant réalise une analyse initiale portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.4 au niveau des eaux de l'Argos, à l'amont et à l'aval de la carrière. Par la suite L'exploitant réalise une analyse tous les semestres portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.4 au niveau des eaux de l'Argos, à l'amont et à l'aval de la carrière.
<b>Constats :</b> Préalablement au début de l'exploitation, l'exploitant a réalisé une analyse initiale portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.4 au niveau des eaux de l'Argos, à l'amont et à l'aval de la carrière. L'exploitant réalise une analyse tous les semestres portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.4 au niveau des eaux de l'Argos, à l'amont et à l'aval de la carrière. L'inspection des installations classées a noté et signalé à l'exploitant que les emplacements des points de contrôle de l'Argos ne correspondaient pas exactement à ceux prévus par l'AP (tirés de la demande de l'exploitant). Le point amont est bien plus en amont et le point aval bien plus en aval sans que l'exploitant ne soit en mesure de dire pourquoi.
<b>Observations :</b> Faute d'éléments nouveaux ou explications, l'inspection des installations classées a noté que l'exploitant devrait reprendre les emplacements initialement prévus (après une double mesure comparative aux différents emplacements).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultats de la surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une synthèse annuelle de son analyse des résultats de la surveillance prévue à l'article 3.2.7 et l'adresse à l'inspection des installations classées simultanément à la transmission de l'enquête annuelle prévue à l'article 2.4.6. Cette analyse expose notamment l'incidence de l'exploitation sur la piézométrie locale.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé, début 2022, un premier bilan annuel d'activité qu'il a adressé à l'inspection des installations classées. Ce document présente les résultats de la surveillance prévue à l'article 3.2.7 et notamment concernant la piézométrie locale (RAS à ce stade d'exploitation). L'inspection des installations classées a noté que la surveillance dans P1 n'est pas faite. L'AP désigne P1 comme un puits non trouvé in-situ. Après recherche dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter lors de l'inspection, il apparaît que P1 est un petit plan d'eau au lieu dit "La Landaie" (à l'Est du site d'extraction) et non un puits. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il y réalisera les suivis prévus lors des prochains contrôles.
<b>Observations :</b> Néant
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement au début de l'exploitation L'exploitant réalise une analyse initiale portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.4 au niveau des eaux présentes dans la totalité des ouvrages cités aux articles 3.2.6.1 et 3.2.6.3. Il effectue également une mesure initiale du niveau d'eau dans ces ouvrages. Par la suite, durant toute la durée d'exploitation, pour ce qui concerne les niveaux piézométriques : une mesure tous les mois du niveau d'eau de la nappe sera faite sur l'ensemble des points de suivi énumérés aux articles 3.2.6.1, 3.2.6.3 et des piézomètres temporaires prévus à l'article 3.2.6.2 qui sont en place.
<b>Constats :</b> Préalablement au début de l'exploitation, l'exploitant a réalisé une analyse initiale portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.4 au niveau des eaux présentes dans la totalité des ouvrages cités aux articles 3.2.6.1 et 3.2.6.3 (sauf P1 comme déjà signalé). Il a effectué également une mesure initiale du niveau d'eau dans ces ouvrages. Les niveaux piézométriques sont suivis tous les mois sur l'ensemble des points de suivi énumérés aux articles 3.2.6.1, 3.2.6.3 (sauf P1 comme déjà signalé). A ce stade d'exploitation, il n'y a pas encore de piézomètres temporaires en place (cf. 3.2.6.2). Il a été noté que F3bis avait été légèrement décalé vers l'Ouest ce qui n'a pas de conséquence et qu'un piézomètre complémentaire de suivis F10 avait été ajouté à l'angle Sud-Est du secteur d'extraction par l'exploitant.
<b>Observations :</b> Pour mémoire, comme déjà signalé : - L'inspection des installations classées a noté que la surveillance dans P1 n'est pas faite. L'AP désigne P1 comme un puits non trouvé in-situ (P1 est un petit plan d'eau au lieu dit "La Landaie"). L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il y réalisera les suivis prévus lors des prochains contrôles. - L'inspection des installations classées a noté et signalé à l'exploitant que les emplacements des points de contrôle de l'Argos ne correspondaient pas exactement à ceux prévus par l'AP (tirés de la demande de l'exploitant).

Faute d'éléments nouveaux ou explications, l'inspection des installations classées a noté que l'exploitant devrait reprendre les emplacements initialement prévus (après une double mesure comparative aux différents emplacements).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Volet air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Au moins deux campagnes de mesures sont effectuées, en période estivale en juin et début septembre aux sept emplacements identifiés sur le plan annexé au présent arrêté.</p> <p>Des contrôles pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses canalisées sont effectués, s'il en existe, dans les 3 mois suivant la mise en service des équipements concernés.</p> <p>L'exploitant réalise une synthèse de l'analyse des 2 premières campagnes de surveillance des retombées de poussières et l'adresse à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p>En 2021, une campagne de mesures a été faite en juin, une autre en septembre aux sept emplacements identifiés par l'AP. L'exploitant a précisé qu'une campagne de mesures a été faite en avril 2022 (les résultats n'étaient pas disponibles lors de la visite). Les mesures ont été faites avec des plaquettes de dépôt.</p> <p>Il n'y a pas de point de rejet canalisé de poussières sur le site.</p> <p>L'exploitant a réalisé une synthèse de l'analyse des 2 premières campagnes de surveillance des retombées de poussières et l'a adressée à l'inspection des installations classées dans le bilan communiqué début 2022.</p> <p>Le bilan indique que les valeurs sont conformes à l'objectif de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour au niveau de certaines cibles qui est prévu par l'AM du 22/09/1994 puisqu'au plus, une valeur moyenne de 262 mg/m<sup>2</sup>/jour avait été mesurée en P3 au Nord-Ouest du secteur d'extraction (près de l'installation de lavage des matériaux).</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que les mesures doivent être faites en période estivale conformément à ce que prévoit l'AP (avril n'est pas en période estivale).</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées note que les mesures sont effectuées par la méthode des plaquettes et non des jauges et souligne que l'AP indique notamment que le suivi se fera "préférentiellement", par la méthode des jauges de retombées qui fait référence aujourd'hui.</p> <p>Pour mémoire, l'inspection des installations classées rappelle que l'objectif (500 mg/m<sup>2</sup>/jour) fixé par l'AM du 22/09/94 repose sur des mesures effectuées par des jauges et non sur des mesures effectuées par des plaquettes de dépôt.</p> <p>Dans le cadre de mesures par plaquettes de dépôt, il convient de rappeler que lorsque la concentration est supérieure à 30 g/m<sup>2</sup>/mois, la zone est considéré comme fortement polluée. Notons qu'en considérant cette valeur, même en prenant la valeur moyenne de 262 mg/m<sup>2</sup>/jour (la plus élevée), la concentration (262 mg x 30 jours = de l'ordre de 8 g/m<sup>2</sup>/mois) est bien inférieure à 30 g/m<sup>2</sup>/mois ce qui ne correspond donc pas à un secteur fortement empoussiéré.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser, dans les 3 mois suivant le début effectif de l'exploitation puis au moins tous les ans et à ses frais, une mesure des émergences et une vérification des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité. Les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations les plus proches de la carrière situées aux- lieux dit : l'Ogerie, La Bellangeraie, La Juvardaie, La Garrelière. L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires. Le cas échéant, les mesures compensatoires seront envisagées en concertation avec les riverains concernés. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la 1ère campagne de mesures des émissions sonores et ceux des mesures qui mettraient en évidence des dépassements.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser, dans les 3 mois suivant le début effectif de l'exploitation, une mesure des émergences et une vérification des niveaux d'émissions sonores. Les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations les plus proches de la carrière situées aux- lieux dit : l'Ogerie, La Bellangeraie, La Juvardaie, La Garrelière. L'inspection des installations classées a noté que l'exploitant effectue 2 mesures (à 2 emplacements) au niveau de l'Ogerie et non une seule mesure. L'exploitant a mis en œuvre des actions correctives nécessaires au traitement d'un dépassement identifié lors de la première mesure de mai 2021. Le problème provenait de rouleaux d'un convoyeur. Il a été traité et une mesure complémentaire (juillet 2021) a confirmé le retour en conformité. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats de la 1ère campagne de mesures des émissions sonores (qui mettaient en évidence un dépassement) et ceux de la mesure complémentaire.
<b>Observations :</b> Néant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AN2022-DDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD/terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;

-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;  
-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;  
-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :** L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière avant le début de l'exploitation, et l'a transmis au préfet.

Les déchets d'extraction sont utilisés dans les aménagements du site et la remise en état, pour l'essentiel en merlons ou au remblayage. Le plan de gestion des déchets d'extraction pourrait utilement indiquer explicitement s'il existe ou non des zones de stockage de déchets telles que définies par l'article 1 de l'AM du 22/09/94.

Ce préalable devrait figurer dans le plan de gestion pour en permettre une appréciation plus pertinente. L'exploitant devra compléter son plan de gestion en ce sens.

Le plan de gestion contient notamment :

-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation. L'inspection des installations classées a noté que l'exploitant injecte des floculants (de type polyacrylamide Silfloc 12600) pour accélérer la décantation des eaux chargées sortant du lavage des matériaux produits. Le plan de gestion des déchets indique un taux de monomère résiduel inférieur à 0,1% qui permettrait de considérer les déchets (boues) comme non dangereux. Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de la fiche de sécurité du produit utilisé et n'avait pas d'éléments démonstratifs du fabricant du floculant justifiant de la conformité avec le critère E de la circulaire du 22 août 2011 qui précise "Pour ce qui concerne les polyacrylamides, l'étude européenne sur l'évaluation des risques autour de l'acrylamide et ses composés de l'Institut pour la santé et la protection des consommateurs indique que les polyacrylamides ne se dégradent pas en acrylamide, substance cancérigène et mutagène.

Il pourra être considéré que des déchets produits à partir d'un floculant présentant un taux d'acrylamide suffisamment faible (dans les polyacrylamides de base) peuvent être considérés inertes. Un taux inférieur à 0,1 % de monomère résiduel dans le polyacrylamide sera jugé acceptable. Il conviendra que les exploitants justifient des caractéristiques du floculant utilisé sur la base des fiches de sécurité des fabricants.

Pour les autres réactifs utilisés, les producteurs produiront une évaluation au cas par cas."

L'exploitant doit apporter les justificatifs nécessaires et par ailleurs porter à la connaissance du préfet cette évolution par rapport à sa demande d'autorisation d'exploiter qui précisait explicitement l'absence d'utilisation de floculant. En outre, le circuit des eaux (page 7/15) et les constatations faites in-situ montre qu'une modification a été apportée concernant les bassins de décantation des boues (un bassin au lieu de 3).

L'inspection des installations classées a noté que le plan de gestion renvoie vers la circulaire du 22 août 2011 mais il ne fait pas du tout référence à l'annexe I de l'AM du 22 septembre 1994. La caractérisation au regard des critères de cet annexe doit être abordée dans le plan de gestion des déchets.

-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets ;  
-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;  
-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets (remblayage et remise en état du site) ;  
-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets. L'inspection des installations classées a toutefois noté que le plan de phasage et de remise en état qui figure dans le plan de gestion (page 12/15) ne correspond pas à celui annexé à l'autorisation d'exploiter ;  
-les procédures de contrôle et de surveillance proposées. Un contrôle de l'apparition de fissures en bordure des plans d'eau et des bacs à boues est prévu dans le plan de gestion des déchets. Il conviendrait que l'exploitant assure une traçabilité de ce contrôle, quelques fissures ont été observées à l'Est du bassin à boues ;

**Observations :** L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de revoir et compléter son plan de gestion des déchets d'extraction pour permettre une appréciation plus pertinente de la situation et



prendre en compte les observations de ce rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AN2022-DDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p> <p><b>Constats :</b> Comme déjà évoqué, le plan de gestion des déchets d'extraction devrait permettre de savoir s'il existe des zones de stockage des déchets d'extraction inertes au sens de l'article 1 de l'AM du 22/09/94 ce qui n'est pas certain, en particulier concernant le bassin de décantation des boues, dans la mesure où il fera l'objet d'un curage régulier.</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction n'indique pas non plus explicitement, compte tenu des modifications apportées, si le bassin de décantation est une installation exclue de la catégorie A définie par les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives. Ce point doit être clairement élucidé dans le plan de gestion des déchets pour permettre d'apprécier les dispositions applicables (notamment les articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives).</p> <p>L'exploitant n'assure pas un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et n'établit un plan topographique permettant de localiser les éventuelles zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de revoir et compléter son plan de gestion des déchets d'extraction pour permettre une appréciation plus pertinente de la situation et prendre en compte les observations de ce rapport.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**Nom du point de contrôle :** AN2022-DDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'installations de gestion de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ;</li> <li>- aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</li> </ul> <p>On entend par zone de stockage :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li> <li>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les versets et les bassins.</li> </ul> <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme déjà indiqué, les déchets d'extraction sont utilisés dans les aménagements du site et la remise en état, pour l'essentiel en merlons ou au remblayage. Le plan de gestion des déchets d'extraction pourrait utilement indiquer explicitement s'il existe ou non des zones de stockage de déchets telles que définies par l'article 1 de l'AM du 22/09/94.</p> <p>Ce préalable devrait figurer dans le plan de gestion pour en permettre une appréciation plus pertinente, en particulier concernant le bassin de décantation des boues. L'exploitant devra compléter son plan de gestion en ce sens.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de revoir et compléter son plan de gestion des déchets d'extraction pour permettre une appréciation plus pertinente de la situation et prendre en compte les observations de ce rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**Nom du point de contrôle :** Gestion des eaux utilisées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassins de décantation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il s'agit des eaux permettant le transfert des matériaux extraits depuis la drague jusqu'aux installations de traitement (pompées à l'extraction des matériaux) et des eaux de lavage des matériaux (pompées au niveau du bassin Ouest du site d'extraction).</p> <p>Ces eaux sont utilisées en circuit fermé sans rejet à l'extérieur de la carrière. Le rejet est fait dans l'excavation après décantation.</p> <p>Pendant la création du bassin Ouest du site d'extraction, la décantation des eaux est effectuée au niveau de 3 bassins (à boues) de décantation fonctionnant en cascade situés sur la parcelle n°32 YT. La surverse du dernier de ces bassins est dirigée vers le bassin Ouest.</p> <p>Après achèvement du bassin Ouest, la décantation des eaux y sera effectuée et le bassin sera partiellement remblayé dans les conditions prévues à l'article 2.5.1.1.</p> <p>Ensuite, la décantation des eaux est effectuée au niveau de 3 bassins (à boues) de décantation fonctionnant en cascade situés sur la parcelle n°32 YT. La surverse du dernier de ces bassins est dirigée vers le bassin Ouest. Le bassin Ouest disposera lui même d'une surverse vers l'extraction principale.</p>
<p><b>Constats :</b> Les eaux sont utilisées en circuit fermé sans rejet à l'extérieur de la carrière. Le rejet est fait dans l'excavation (le bassin Ouest lors de l'inspection) après décantation.</p> <p>La création du bassin Ouest du site d'extraction était en cours, la décantation des eaux n'est "pas effectuée" au</p>

<p>niveau de 3 bassins (à boues) de décantation fonctionnant en cascade situés sur la parcelle n°32 YT.</p> <p>En fait, un seul bassin de dimensions conséquentes est visible in-situ. Les eaux chargées arrivent par l'angle Nord-Ouest et repartent par exutoire de surverse (buses verticales) au Sud-Est du bassin.</p> <p>Bien que visuellement un seul bassin soit perceptible compte tenu du niveau d'eau imposé par la cote de la surverse, l'exploitant a précisé qu'il existait des digues intermédiaires (submergées) divisant ce bassin global en 3 bassins. La modification faite permet a priori d'accélérer le retour des eaux non-chargées vers le plan d'eau où l'extraction est effectuée.</p> <p>La surverse du bassin est dirigée vers le bassin Ouest en cours de constitution.</p>
<p><b>Observations :</b> Comme déjà précisé, cette modification doit être exposée dans un porter à connaissance du préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>